

APPEL A PROJETS RECHERCHE 2021 FEDERATION DE RECHERCHE AGORANTIC
FEDERATION DE RECHERCHE AGORANTIC
« CULTURE, PATRIMOINES, SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES »

Titre	Mode d'inscription des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans des logiques d'économie circulaire territorialisée : La mise en œuvre d'une analyse automatique basée sur LDA.
Acronyme	GIALMA
Nom du/des porteur(s)	Patrick Gianfaldoni – Tania Altman – Lucile Manoury
Laboratoires associés	LBNC – Laboratoire Biens Normes Contrats (EA 3788) LIA – Laboratoire Informatique d'Avignon (EA 4128) Avignon Université
Budget demandé	6000 euros
Résumé Max. 1 000 caractères espaces compris	L'étude du mode d'inscription d'acteurs de l'économie sociale et solidaire dans des logiques d'économie circulaire territorialisée nécessite la conduite de 36 entretiens semi-directifs, calibrés, enregistrés et retranscrits numériquement. Dans le cadre de cette recherche, il s'agira de vérifier la méthodologie automatique dans la mise en lumière des relations cachées, en utilisant des modèles de langage. Nous cherchons à établir de possibles relations implicites entre les textes (entretiens) par comparaison de leur modèle de langage respectifs. L'idée est d'estimer la possibilité de synergies entre les personnes enquêtées (et les entités qu'elles représentent) à travers leur « façon » de répondre aux questions. L'analyse socioéconomique doit ainsi s'enrichir des résultats obtenus au travers d'un traitement automatique (LDA) des entretiens, dans l'objectif de mettre en lumière les proximités-éloignements et les controverses-compromis entre acteurs individuels et collectifs.

1. Contexte, positionnement, objectif(s)/problématique et cohérence par rapport à la thématique « Culture, Patrimoines, Sociétés Numériques »

Le projet de recherche GIALMA s'inscrit dans un programme sur plus de trois années (octobre 2020-décembre 2023) en partenariat avec le Fonds de Dotation LUMA Arles. Les deux premières phases (octobre 2020 - décembre 2021), confiées à la directrice d'une entreprise coopérative de consultants (L'Atelier Coopératif) et Maître de conférences associées à l'UFR-ip DEG (Master Politiques Sociales et LBNC), sont centrées sur une identification du potentiel et des synergies propices permettant à Luma Arles de contribuer à la transition écologique, dans une visée de structuration du territoire autour et par l'économie circulaire. La troisième phase (janvier 2022 – décembre 2023), confiée à Patrick Gianfaldoni, enseignant-chercheur au LBNC, devra suivre le processus de production scientifique suivant :

- Recherche théorique pluridisciplinaire (économie, gestion, sociologie, science politique) sur différentes approches des fondations, du développement territorial et de l'économie circulaire.
- Recension des recherches théoriques et publications portant sur les organisations expérimentées en ESS et sur les innovations sociales, en lien avec les formes de polarisation territoriale et l'économie circulaire.
- Modélisation stylisée du matériau et des données recueillies et traitées au cours de l'étude phases 1 et 2 : identification des acteurs, stratégies d'acteurs et potentialisation de mises en réseaux, controverses, proximités et conventions, modes de gouvernance envisageables.

- Conception d'une grille de lecture analytique en mobilisant trois corpus socioéconomiques : imbrication des approches théoriques, proximate - conventionnaliste - de l'acteur-réseau.
- Conception d'une grille de lecture analytique sociopolitique permettant de catégoriser-caractériser les Fondations et de mettre en exergue les vulnérabilités territoriales et les dynamiques d'acteurs.

A terme, la valorisation scientifique envisagée devrait prendre deux formes :

- Un colloque international sera organisé dans le cadre du Réseau Inter Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire (RIUESS) - <https://riuess.org/> - sur le thème « ESS et Philanthropie : problématiques, enjeux et prospective ». Créé à l'an 2000, le RIUESS s'est constitué en association en 2016 et affilié aujourd'hui une trentaine d'Universités ainsi que la quasi-totalité des Masters du champ. Il regroupe la plus importante communauté francophone de chercheurs (français et étrangers) en ESS.
- L'édition d'un ouvrage résultant du rapport de recherche se doublera d'une sélection des contributions au colloque débouchant sur un ouvrage collectif ou un numéro spécial de revue académique.

La phase 1 (octobre 2020 – mai 2021) doit réaliser un état des lieux stratégique du territoire du Pays d'Arles (ressources et coopérations à potentialiser), dégager et mettre en débat des scénarii d'intervention et des voies d'action (axes, méthodes, moyens) à même de dépasser les limites de légitimation et d'organisation des acteurs publics et privés en lien direct ou indirect avec l'économie sociale et solidaire. A cette fin, 36 entretiens semi-directifs, calibrés, enregistrés et retranscrits numériquement, d'au moins une heure sont en cours.

Les objectifs opérationnels de cette phase 1 sont de trois ordres :

- ➔ Approfondir la connaissance de structures ESS du territoire (une moitié relève du champ de l'action sociale)
- ➔ Situer leur mode d'inscription sur le territoire (construit relationnel)
- ➔ Recueillir leur regard sur le territoire et la transition sociale et écologique territoriale (atouts, vulnérabilités, fonctionnalités des rapports de coordination et coopération, ...)

C'est dans le cadre de cette phase 1, qu'il s'agira de vérifier la méthodologie automatique dans la mise en lumière des relations cachées, en utilisant des modèles de langage.

2. Questionnement scientifique

Dans l'esprit de son concepteur, Hopkins (2008), la transition écologique repose sur les deux concepts de « Transition » et de « résilience », de la dépendance à la société industrielle basée sur l'énergie pétrolière à la résilience locale, se traduisant par la capacité d'une localité à absorber le choc de la transformation sans s'effondrer et à relocaliser des activités sociales et économiques. Les principes expérimentés et les pratiques développées suivant un processus de transition écologique s'inscrivent dans le mouvement d'ensemble du développement durable (rapport Brundtland, Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, 1987),

Il apparaît nécessaire de distinguer les logiques relatives à une conception de durabilité faible de celles découlant d'une conception de durabilité forte. Une troisième voie est à considérer, celle engagée par les tenants de la décroissance qui présentent deux principes-clés (Besson-Girard, 2006 ; Dias, 2006 ; Latouche 2007 et 2008) : autolimitation dans l'usage des ressources ; autonomisation à la fois de la personne et de la société civile vis-à-vis de l'ordre marchand et industrialiste.

Le champ d'action de l'économie sociale et solidaire (ESS) est influencé et traversé par ces trois systèmes de pensée et de rationalité, en lien avec divers modes d'inscription au territoire :

- Certains groupes mutualistes et coopératifs (cas emblématiques des groupes bancaires coopératifs) adhèrent ainsi à un projet managérial du DD (Aggeri, Godard, 2006), à la croisée d'une durabilité faible et d'un développement territorial exogène alliant compétitivité des groupes et ressources/opportunités territoriales.
- Sous un autre angle, les organisations instituées en entreprises sociales à statut associatif, coopératif ou de sociétés hybrides, développent des dynamiques socio-institutionnelles permettant de répondre à des besoins locaux non couverts relevant à la fois du social, de l'économie et de l'environnemental, à la croisée d'une durabilité forte et d'un développement territorial endogène (Gobert, Brulot, 2017).
- Suivant une troisième orientation, un ensemble d'organisations à but non lucratif ou de lucrativité limitée, de statuts associatifs et coopératifs, ont opté pour une stratégie d'encastrement des activités mises en œuvre à leur territoire d'appartenance, dans le cadre d'un développement autocentré au travers d'une économie circulaire (De Perthuis, 2014) et par l'intermédiaire de réseaux socio-économiques infra-territoriaux.

Le développement territorial durable implique ainsi une prise en compte systémique des dimensions sociales, environnementales, culturelles et économiques. La transition écologique inscrit les territoires dans une logique d'adaptation aux transformations nécessitées par les limites environnementales de la société industrielle. Cette adaptation peut reposer sur le développement d'une économie circulaire. L'hypothèse est qu'un développement territorial ne peut se satisfaire de la seule approche d'une gestion résiliente des ressources naturelles. Dans cette perspective, l'établissement d'une grille de lecture mettant en évidence une « géographie relationnelle » territoriale nous invite à identifier sur un territoire délimité, les acteurs de l'ESS en présence, leurs relations, leur maillage. Le mode d'arrangement des acteurs publics et privés, la nature des liens (confiance, défiance), l'existence de rapports de collaboration sur des projets communs, le partage de compétences d'ingénierie, les modes de gouvernance collective, ... sont autant de facteurs qui participent d'un développement territorial durable.

Par conséquent, il s'agit non seulement de catégoriser et de construire une typologie des acteurs collectifs (1) mais aussi de cerner leur activité et leur positionnement stratégique (2).

En nous appuyant sur une analyse automatique, trois grilles de lecture socioéconomique vont permettre de décrypter la perception et la posture des acteurs collectifs au travers de leurs pratiques discursives :

- Un certain nombre de travaux de l'école proximate (Pecqueur, Zimmermann, Boschma, Colletis, Torre, François, Colletis, Gianfaldoni, Richez-Battesti, ...) offre un appareillage de décryptage des relations de proximité-éloignement entre acteurs et des ressources créées et à valoriser dans un espace délimité.
- Un certain nombre de travaux de l'école conventionnaliste (Thévenot, Boltanski, Chiapello Salais, Eymard-Duvernay, Gomez, ...) se rapporte à la méthode découlant du méta-modèle des « cités » (principes de légitimité de l'action), qui traite des rapports de confrontation, négociation, compromis entre agents, dans la coordination d'intérêts différenciés ou contradictoires qui ont besoin d'être ensemble pour pouvoir être satisfaits.
- Dans une perspective analogue, il s'agit de déterminer les conditions de convergence des « actants » en situation autour de changements systémiques significatifs ou d'innovations techniques ou sociales, en vue d'une régulation (réf. Alter, Reynaud et de Terssac). Les travaux de l'école de la traduction (Callon et Latour) se focalisent sur ce qui peut faire réseau, en chainant les entités pertinentes (humaines ou non humaines, individuelles ou collectives) qui participent de l'objet à traiter ou du problème à résoudre. Leur rôle (réf. à Crozier et Friedberg), leur identité (par référence à Sainsaulieu ou Dubard) et leur programme d'action respectif nécessitent une opération de traduction permettant d'établir « un lien d'intelligibilité entre (des postures) et des activités hétérogènes ». Cette démarche suppose de saisir l'état et la teneur des controverses pour circonscrire le degré de cohésion des « actants » et les forces d'entraînement qu'un changement ou une innovation suscite.

3. Méthodologie et résultats attendus

3.1. La méthodologie de l'enquête repose sur un guide d'entretien qui doit permettre le recueil d'informations sur les critères-items suivants :

- **Connaissance de l'organisation** : Statut, date de création, raison sociale, finalités et missions, activités réalisées, en cours, prévues, type d'usagers, taille, nombre d'emploi et d'ETP, nature des fonctions des salariés, nature des qualifications des salariés, nombre de bénévoles et types de bénévolat (opérationnel et d'administration – nombre et estimation horaire).
- **Inscription physique sur le territoire** : localisation, locaux / terrain / équipements (patrimoine, propriété, location, ...), territoire(s) d'intervention, type d'intervention territoriale (échelle, statique / dynamique), Vision du territoire.
- **Modèle économique** : budget / chiffre d'affaires, financements publics / produits marchands / Ressources non monétaires [Ventilation].
- **Gouvernance interne** : Bureau / Conseil d'Administration / Commissions / Groupes de travail [Structuration d'ensemble, sujets portés, postes, responsabilités, ..., identité nominale]
- **Gouvernance externe** : Acteurs publics, Acteurs privés ESS, Acteurs privés hors ESS, intra-territorial / extra territoriale, type de partenariats (structurels et sur activités menées), existence d'une filialisation, appartenance à des fédérations, des collectifs, des réseaux / regroupements (sectoriels et territoriaux).
- **Dimension territoriale** :
 - Vulnérabilités et ressources sur les plans environnementaux, relationnels, ...
 - Atouts du territoire (éléments facilitateurs) pour la réalisation des activités ?
 - Vulnérabilités-limites du territoire pour la réalisation des activités ?
 - Quelles activités et/ou projets structurants
 - pour le développement social du territoire ?
 - pour le développement économique du territoire ?
 - Atouts du territoire (éléments facilitateurs) pour une transition sociale et/ou écologique du territoire ?
 - Vulnérabilités-limites du territoire pour une transition sociale et/ou écologique du territoire ?
- **Identification de ressources** :
 - > relais, leadership repérables (intra ou extra territoriaux)
 - > espaces ou fonctions d'accueil ou de soutien identifiés.
 - > Existence d'espaces et/ou temps de rencontres territoriaux utiles au développement des activités (si oui, exemples) ?
 - > Espaces ou dynamiques de formation, d'apprentissage.
 - > autres.
- **Fonctionnalités (entrepreneuriales, sectorielles, résiliables et de filière)** :
 - Structuration et stratégie(s) d'entreprise et de groupe (filialisation, centres de prise de décision, regroupements et alliances).
 - Appartenance sectorielle et dépendance-autonomie-indépendance à l'action publique.
 - Nature des réseaux territoriaux d'acteurs sur votre champ d'intervention (interpersonnels, institutionnels, économiques, ...).
 - Existence de filières intra et extra territoriales, potentialisation et développement envisageable.
 - Forces et Limites au développement de coopérations (faire œuvre ensemble) sur le territoire ?

3.2. L'échantillon retenu se compose des entités suivantes :

- 6 entretiens auprès d'élus, techniciens et cadres spécialisés de collectivités territoriales : élue transition écologique et élue ESS Commune, directrice CCAS, Cadre territorial PETR, cadre agglomération ACCM chargé de mission ESS,

- 2 entretiens d'acteurs sélectionnés en fonction de leur connaissance du territoire et du sujet :
 - ancien directeur du CCAS et membre du CA de la Régie de Quartier,
 - ancienne animatrice de l'épicerie solidaire et membre active de nombreuses associations dont un tiers-lieu.
- 28 Entretiens conduits auprès de dirigeants d'entreprises sociales (associations employeurs pour l'essentiel), sélectionnés après deux réunions de travail avec la direction de Luma Arles : Pays d'Arles en Transition, Pôle Culture et Patrimoine, Inter-Made Arles, association Petit à Petit, Régie de quartier Regard, Initiative Pays d'Arles (PFIL), POP – Plateforme ouverte au public, Fondation MACIF, Président Caisse Crédit Mutuel, Destination Tiers-Lieu (La Verrerie), La Ressourcerie du Pays d'Arles, CPIE Pays d'Arles, association LE Bis (production de sacs écologique), Tiers-lieu PARADE, Fondation CEPAC, cadre Pôle Emploi formation insertion, AMAP du Rouinet en Pays d'Arles, Coopérative Longo Maï, association Zéro déchets Pays d'Arles, association La Roue en Pays d'Arles (monnaie solidaire), association de mobilité urbaine Taco and Co, établissement Biocoop, Les abeilles - Foyer d'accueil handicap, Actus (Association Chevaux de trait d'union sociale), AMA (Association Maison d'Accueil), association Emmaüs (recyclage), TEEF Tarascon Espace Emploi Famille (recyclage), association Les Marais du Viguerat (entretien écologique, tourisme social, insertion par l'activité économique).

3.3. Analyse automatique d'un petit corpus d'entretiens : est-il possible de déterminer des domaines d'intérêt à travers l'analyse automatique des enquêtes par entretien ? Quelle est la taille critique du corpus nécessaire à la robustesse du modèle généré par apprentissage ?

Le domaine de l'analyse automatique de textes a été amplement utilisé pour classifier des documents, pour les résumer et/ou améliorer les résultats des moteurs de recherche. Dans la plupart des cas l'apport de l'automatisation était d'accélérer la tâche par rapport à un traitement manuel, vu le grand nombre des documents traités. Ceci n'est pas du tout le cas qui nous concerne dans cette étude. Il s'agit ici d'établir de possibles relations implicites entre les textes (entretiens) par comparaison de leur modèle de langage respectifs. L'idée est d'estimer la possibilité de synergies entre les personnes enquêtées (et les entités qu'elles représentent) à travers leur « façon » de répondre aux questions.

Pour ce faire nous allons utiliser une méthodologie basée sur LDA (Latent Dirichlet Allocation), pour trouver les thématiques principales dans chaque enquête, les comparer, directement ou en les projetant sur un corpus de texte plus large. Par exemple, nous envisageons d'utiliser le Wikipedia français pour associer un ensemble des concepts à chaque entretien et étudier leur possibles recouvrements (Wikify).

On ne s'intéresse pas à la simplification de la tâche d'analyse manuelle par les experts du domaine, même si on pourra donner des statistiques qui seront utiles, mais à trouver des connexions qui ne seraient pas évidentes « à l'œil nu ».

Le problème est difficile et les résultats ne sont pas garantis, mais l'exploration de cette méthode dans ce nouveau domaine fait partie de notre recherche.

4. Résultats attendus et caractère innovant de la recherche

L'analyse socioéconomique doit s'enrichir des résultats obtenus au travers d'un traitement automatique (LDA) des entretiens, dans l'objectif de mettre en lumière les proximités-éloignements et les controverses-compromis entre acteurs individuels et collectifs partant des deux hypothèses suivantes :

- la coordination-coopération entre acteurs d'un territoire nécessitent une convergence de leurs représentations et un maillage de leur opérations ;
- de deux modes structurants un territoire – écologie de proximité sociale et solidaire et écologie industrielle – peuvent se révéler complémentaires ou s'opposer dans leur finalité et leur effectivité.

La méthodologie utilisée permettra d'établir des connexions entre les acteurs de par leur langage et on pourra déterminer des associations et/ou des oppositions qui ne sont pas évidentes.

5. Dimension interdisciplinaire (champs disciplinaires associés) et cohérence par rapport à la thématique « Culture, Patrimoines, Sociétés Numériques »
Economie – Sociologie – Informatique

6. Partenariats extérieurs envisagés
Fondation et Fonds de dotation LUMA : partenariat acté.
Bureau d'études L'Atelier Coopératif

Budget (€)*		
	Brève description	Montant
Missions	- Entretiens complémentaires (avril-juin 2021) : frais de déplacements	5 00 €
Consommables / Documentation	- Retranscription numérique de 30 entretiens d'une heure pour traitement informatique - financement de petit matériel informatique	5 400 €
Organisation de réunions	Journée de séminaire universitaire en décembre 2021 : Présentation des résultats avec invitation à participer aux principaux acteurs rencontrés	600 €
Stages**		
Budget total		6 500 euros
Cofinancements le cas échéant	En amont de cette recherche, L'amorçage de cette recherche a été permise par une étude conduite par l'Atelier Coopératif et financée par le Fonds de dotation LUMA, étude ayant permis les réunions d'études préalables et l'essentiel de l'enquête, étape nécessaire aux phases de retranscription, de traitement informatique et d'analyse des données traitées	10 000 euros
Budget demandé à Agorantic		6 500 euros